

Snes Versailles

Le 18 octobre, une première étape pour construire un grand mouvement unitaire : Pour notre métier (postes, salaires, statuts), pour les services publics, pour la protection sociale (assurance maladie, retraites).

Une entreprise de démolition des services publics

Au nom du désengagement de l'Etat et de la réduction des dépenses publiques le pouvoir en place accélère et amplifie le remodelage de la société en utilisant des thématiques exaltant la responsabilité de l'individu, le travail, le mérite qui s'opposeraient aux carcans que sont les solidarités, les garanties et les libertés collectives.

Ainsi, le Premier Ministre stigmatise un Etat « en faillite » pour légitimer la réforme de l'Etat « *cela supposera que nous soyons courageux, la réforme de l'Etat supposera que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de services, moins de personnel, moins d'Etat sur son territoire* ».

Qui s'applique en particulier à l'Education

Dans le même temps, la politique de rigueur budgétaire, dont le terme n'est plus tabou, est renforcée avec le projet de budget 2008 (22000 suppressions d'emplois de fonctionnaires dont 11200 à l'Education nationale, nouvelle réduction des postes aux concours). Cette politique qui a déjà fait des ravages dans notre académie en terme de suppressions de postes (- 1400 depuis 3ans dans le second degré hors LP dont 800 pour la seule rentrée 2007) et de mise au chômage de centaines de non titulaires (dont certains avaient des années d'ancienneté) va dégrader encore plus les conditions d'affectations et d'exercice pour les enseignants.

Les discours catastrophistes du Gouvernement sur la situation de l'Ecole n'ont d'autre but que de mieux faire passer des réformes qui ont pour seule vocation de faire des économies.

Par la régression programmée de l'offre de formation en quantité et en qualité

Cette politique de renoncement à l'investissement budgétaire s'accompagne d'une politique de renoncement à l'ambition éducative pour tous les élèves :

- suppression de la carte scolaire qui renforcera la polarisation sociale des établissements et leur mise en concurrence au détriment des élèves défavorisés ;
- socle commun, qui constitue désormais le seul horizon pour ces élèves, tandis que les autres pourront accéder à l'ensemble de la culture scolaire ;
- réduction programmée des horaires d'enseignement /élèves
- refonte de la voie générale en lycée et remise en cause du collège de la réussite pour tous

Cet ensemble de mesures est le seul moyen « d'absorber » les suppressions de postes programmées.

Une telle logique ne peut qu'aboutir à un accroissement des inégalités et à un tri social.

Pour mieux s'en prendre au service public, une cible : les personnels

Pour les personnels, dont le pouvoir d'achat s'est considérablement érodé, et dont la dévalorisation salariale atteint un niveau scandaleux, la seule réponse réside dans l'illusion des HS défiscalisées et des primes au mérite.

Métier, missions, carrières sont également l'objet d'une profonde réforme dont les contenus inquiétants sont explicités entre autres dans la Lettre aux éducateurs.

S'en prendre aux droits et garanties des personnels est la voie de passage obligée pour déstabiliser le service public.

Construire un très vaste front unitaire, une nécessité

Se prévalant sans cesse de la légitimité acquise dans les urnes, exhibant le moindre sondage comme un plébiscite de sa politique, brouillant les lignes et prétendant anesthésier toute forme d'opposition avec le jeu de l'ouverture, le pouvoir en place souhaite étouffer toute contestation porteuse d'une autre logique que la sienne.

Face à la stratégie du Gouvernement de casser toute contestation en jouant la division et en réduisant le rôle des organisations syndicales à la seule défense des acquis, nous devons construire un front unitaire le plus large possible et convaincre les salariés et l'ensemble de la population de la cohérence et de la nocivité des projets qu'il tente d'imposer.

La construction de ce front est compliquée :

Les situations dans les différents secteurs ne sont pas les mêmes ; les axes et les leviers à partir desquels on peut démarrer la mobilisation ne sont pas les mêmes non plus.

C'est ainsi que le mouvement du 18 octobre a été à l'origine initié à la SNCF autour de la question des seuls régimes spéciaux. **La proposition de la FSU d'élargir le 18 octobre** aux questions de l'Education et de la Fonction publique n'a malheureusement pas été retenue ni par la plupart des fédérations de la Fonction publique ni par celles de l'Education (Unsa et Cfdt notamment).

Notre position sur le 18 octobre dans cette situation

Dans la FSU et le SNES, le débat a eu lieu sur ce qu'il convenait de faire le 18 octobre : un certain nombre de syndicats nationaux de la FSU, de sections académiques et départementales du SNES se sont positionnés pour un appel national à la grève (c'est le cas de la section départementale du SNES 92).

La majorité a estimé que cet appel n'était pas possible dans le contexte d'une journée qui s'annonce très centrée sur la question des régimes spéciaux (grève à la Sncf. par exemple).

En même temps l'ensemble des composantes de la FSU et des sections académiques du SNES a considéré que nous devons être présents et contribuer autant que possible au succès de cette journée

Nous nous rejoignons tous sur l'essentiel, c'est à dire sur la nécessité de construire dans la durée un front unitaire le plus large possible contre tous les aspects de la politique de Nicolas Sarkozy.

Pour le SNES Versailles, le 18 octobre constitue une première étape dans la construction de la nécessaire mobilisation des personnels de l'Education Nationale

Le SNES Versailles appelle les personnels à se saisir de ce rendez-vous comme d'un temps d'action et d'expression de leurs revendications et à l'investir selon les modalités les plus adaptées à la situation locale :

- tenue d'heures d'information syndicale,
- signature de la lettre ouverte unitaire à N. Sarkozy ,
- adresse aux parents et aux médias,
- participation à la manifestation. **14h30/parcours: République-Nation par le bd Voltaire**
- décision de **grève avec les collègues partout où ce sera possible.**

Le SNES Versailles appelle à la construction d'un grand mouvement unitaire dès la mi-novembre qui devra constituer une riposte d'ampleur aux projets de liquidation de la Fonction publique et de destruction des services publics et en premier lieu celui de l'Education.